



Assemblée générale

Distr. générale
14 décembre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 146 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Objectif et résultats	4
A. Généralités	4
B. Exécution du budget	5
C. Tableau budgétaire axé sur les résultats	8
III. Exécution du budget	19
A. Ressources financières	19
B. Répartition mensuelle des dépenses	20
C. Autres recettes et ajustements	21
D. Contributions non budgétisées	21
IV. Analyse des écarts	21
V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide	23
Ressources financières	23
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	25



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Base est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	22 713,8	21 774,7	939,1	4,1
Dépenses opérationnelles	23 055,2	22 562,0	493,2	2,1
Montant brut	45 769,0	44 336,7	1 432,3	3,1
Recette provenant des contributions du personnel	3 473,4	3 403,3	70,1	2,0
Montant net	42 295,6	40 933,4	1 362,2	3,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	45 769,0	44 336,7	1 432,3	3,1

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus	
		(moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Personnel recruté sur le plan international	52	47	10,3
Personnel recruté sur le plan national	183	175	4,2
Postes de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	6	5	23,6
Personnel recruté sur le plan national	23	19	18,8

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le rapport rend compte également, conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/58/759/Add.9, par. 26), telle qu'approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/297, de l'état d'avancement de la mise en place des stocks stratégiques pour déploiement rapide pour l'exercice 2008/09.

État d'avancement de la constitution de stocks stratégiques pour déploiement rapide

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés^a</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks stratégiques pour déploiement rapide	50 687,1	61 953,2

^a Valeurs de remplacement.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Établi dans le rapport du Secrétaire général du 27 mars 2008 (A/62/769), le budget pour l'entretien de la Base de soutien logistique de Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 s'élève à 45 827 400 dollars (montant brut) (montant net : 42 334 600 dollars), les effectifs prévus étant de 53 membres du personnel recrutés sur le plan international et de 190 personnes recrutées dans le pays, auxquels s'ajoutent 22 postes de temporaire. Au paragraphe 38 de son rapport (A/62/781/Add.12), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 45 769 000 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.

2. Dans sa résolution 62/251, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 45 769 000 dollars (montant net : 42 295 600 dollars) pour l'entretien de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale a souscrit au concept de stocks stratégiques pour déploiement rapide et à son application, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général (A/56/870) aux fins du déploiement d'une mission complexe et a approuvé un montant de 141 546 000 dollars au titre de ces stocks. Dans sa résolution 57/315, elle a prorogé jusqu'au 30 juin 2004 la période de validité de la décision qu'elle avait prise en ce qui concernait les ressources approuvées. En outre, dans sa résolution 59/299, elle a approuvé l'utilisation des économies provenant de la liquidation d'engagements d'exercices antérieurs relatifs aux stocks stratégiques pour déploiement rapide et du solde inutilisé pour couvrir les pertes de change et les dépenses afférentes à la reconstitution des stocks et a également approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233A.

II. Objectif et résultats

A. Généralités

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le dépôt de l'Organisation des Nations Unies (ONU), d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de Brindisi est opérationnelle depuis la fin de 1994.

5. Le mémorandum d'accord concernant l'utilisation de ces locaux par l'Organisation a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement italien le 23 novembre 1994. Un premier additif au mémorandum a été signé le 7 décembre 2001 et concerne le don de trois nouveaux entrepôts, et un second additif, signé le 4 août 2008, porte sur la cession par le Gouvernement italien de locaux et de terrains supplémentaires à la Base de soutien logistique. Un projet de révision du mémorandum d'accord est actuellement examiné par le Gouvernement italien.

6. La Base a pour objectif général de favoriser le fonctionnement efficace et rationnel des opérations de maintien de la paix.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Base a contribué, durant l'exercice considéré, à un certain nombre de réalisations en exécutant les principaux produits décrits dans le tableau ci-après. Celui-ci présente les réalisations et les produits sur la base d'un regroupement autour des pôles fonctionnels suivants : services logistiques (y compris la gestion des stocks stratégiques pour déploiement rapide, des stocks de réserve de l'ONU et des expéditions en transit destinées à l'appui aux missions); services des transmissions et de l'informatique; services d'appui à la Base de soutien logistique des Nations Unies; bureau de la sécurité; et unités hébergées. Les unités hébergées sont le Bureau régional de la sécurité aérienne, le Centre d'opérations aériennes stratégiques, la Cellule de formation (rebaptisée Équipe d'appui à la formation hors Siège en février 2008), le Centre de gestion du système d'information géographique et le Groupe d'études techniques. Ce regroupement tient compte d'une nouvelle conception des opérations qui vise à ce que le soutien que la Base apporte aux opérations de maintien de la paix le soit d'une manière efficace et efficiente, et que celui qu'elle fournit au Siège, aux bureaux hors Siège, aux missions politiques spéciales et autres opérations soit renforcé.

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2008/09, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

9. Le rôle de la Base de soutien logistique, qui s'est élargi au cours de l'exercice considéré, consiste désormais non seulement à gérer la logistique et les stocks stratégiques pour déploiement rapide à l'appui des opérations de maintien de la paix, mais aussi et surtout à fournir un soutien renforcé au Siège, aux bureaux hors Siège, aux missions politiques spéciales et autres opérations. L'infrastructure matérielle a été complétée dans la mesure où des installations supplémentaires ont été mises à la disposition de la Base.

10. Au cours de l'exercice considéré, la Base s'est concrètement acquittée des tâches suivantes :

a) Assurer l'entreposage, l'entretien, la réception, l'inspection, l'affectation et la rotation des véhicules, du matériel de génie, et des fournitures et équipements nécessaires pour lancer et alimenter les missions de maintien de la paix;

b) Entretien et exploiter les réseaux informatiques et de transmissions pour le compte des missions de maintien de la paix et du Siège, notamment les liaisons téléphoniques, vidéo et informatiques par satellite, et assurer les fonctions de reprise après sinistre;

c) Remettre en état les véhicules, les groupes électrogènes et les climatiseurs qui viendront enrichir les stocks de réserve des Nations Unies et seront remis en service dans les missions de maintien de la paix;

d) Assurer le contrôle stratégique sur tous les vols effectués par les opérations de maintien de la paix entre leurs zones de mission respectives, et notamment l'appui pour les vols spéciaux, et analyser des rapports relatifs à l'utilisation des appareils afin d'assurer une gestion efficace de la flotte, la bonne exécution des contrats et le respect des accords d'affrètement passés par l'ONU;

e) Superviser et contrôler la sécurité aérienne de façon objective et approfondie, identifier et analyser les risques, et définir les tendances dangereuses et recenser les mesures correctives que les missions concernées devraient prendre;

f) Assurer l'appui au sol nécessaire pour les mouvements d'aéronefs à la Base de soutien logistique;

g) Accueillir, coordonner et dispenser des programmes de formation destinés aux États Membres dans les centres nationaux et régionaux de formation au maintien de la paix, dans les centres intégrés de formation du personnel des missions, et apporter son appui, sur demande, à la prestation de formations par d'autres organismes, notamment des services de conférence pour tous les programmes de formation qui se déroulent sur la Base.

11. En exécutant ces activités, la Base de soutien logistique a contribué à appuyer les opérations de maintien de la paix avec efficacité et efficience tout en s'acquittant des fonctions décrites ci-après.

Section des opérations logistiques

12. La Section des opérations logistiques a amélioré l'efficacité et l'opportunité de ses processus et de son interaction avec ses homologues, multiplié les formations offertes aux missions et renforcé le soutien apporté aux missions en phase de démarrage. La Section du transport a reçu de nouveaux véhicules et utilisé des véhicules remis en état et modernisés, qu'elle a entreposés et préparés en vue de leur expédition. Le parc interne de la Base de soutien logistique a été maintenu et des conducteurs ont été soumis à des tests et certifiés. La Section a également coordonné le programme de formation sur les transports et apporté une assistance technique et matérielle au personnel de transport des missions. La Section des approvisionnements a mené une étude ciblant les sections de l'approvisionnement des missions afin d'améliorer le soutien apporté par la Base.

Service des transmissions et de l'informatique

13. Le Service de l'informatique et des communications a entamé ou terminé un certain nombre de projets importants, visant notamment à moderniser le complexe d'antennes satellites de la Base de soutien logistique et à aménager et concevoir des salles de matériel permanentes destinées à remplacer l'installation conteneurisée, et a achevé les préparatifs en vue de la construction du site B dans la ville espagnole de Valence. Le Groupe de l'assistance informatique a achevé d'installer un système d'accès hertzien pour l'ensemble de la Base et de migrer vers un environnement de téléphonie IP intégrée pour la prestation de services de communication vocale à la Base. La Section des opérations du Service de l'informatique et des communications a achevé de rationaliser ses systèmes de commutation et de routage ainsi que de ponts (voix, données et vidéo) afin de les rendre plus disponibles et de faciliter les services d'appui et de gestion qu'il prête pour répondre à une demande sans cesse croissante de services informatiques et télématiques centralisés. La Section a

instauré et exploité 323 serveurs virtuels au moyen de 66 serveurs physiques, libérant ainsi quelque 400 % d'espace par rapport à un environnement non virtuel. La Base a ainsi pu augmenter ses capacités sans avoir à étendre son espace tout en maintenant au même niveau la consommation d'électricité nécessaire à l'alimentation des serveurs et des équipements de refroidissement du centre informatique. En outre, 550 000 dollars d'économies ont été réalisées grâce à l'achat de 66 serveurs puissants, de préférence à 323 serveurs individuels. Le label de qualité ISO 27001 a été prorogé d'une année.

Bureau de la sécurité

14. Le Bureau de la sécurité a recruté et formé sept agents de la sécurité, achevé l'installation des systèmes d'alarme et des caméras de télévision en circuit fermé dans les zones critiques de la Base de soutien logistique et instauré le Centre des opérations de sécurité chargé de surveiller ces systèmes. Le Bureau a également mis en place des procédures pour les interventions d'urgence, instauré le Groupe des cartes d'identité et des laissez-passer ainsi que le Groupe de la sécurité incendie et apporté une assistance en matière de sécurité aux bureaux des Nations Unies sis à la Base. En collaboration étroite avec le Département de la sûreté et de la sécurité, la Base a assumé les responsabilités en matière de sécurité pour les organismes des Nations Unies présents à Brindisi, le Chef de l'administration de la Base ayant été nommé coordonnateur de secteur (sécurité) par le responsable désigné pour l'Italie.

Unités hébergées

Bureau régional de la sécurité aérienne

15. Le Bureau régional de la sécurité aérienne a étendu son mandat en matière de contrôle de la sécurité aérienne, qui couvrait deux missions – la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) – pour le faire porter sur cinq missions à la fin de 2008 – MINUK, MONUG, Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) – sans modifier la structure de ses effectifs. Lors de la période considérée, le Bureau a effectué 14 visites de prévention des accidents et évaluations des fournisseurs de services aériens, et apporté des conseils à quatre missions – UNFYCIP, FINUL, MANUI et Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP). Le Manuel des procédures d'inspection des aéronefs a été élaboré par le Bureau et viendra compléter la version révisée du Manuel des Nations Unies sur la sécurité aérienne pour les inspections des appareils de la flotte de l'ONU utilisés dans le cadre d'opérations de paix.

Centre des opérations aériennes

16. Malgré la lenteur des recrutements, le Centre des opérations aériennes a pu exercer ses principales fonctions avec l'aide d'autres bureaux de la Base. Le Centre a contrôlé et suivi tous les mouvements stratégiques des appareils affectés pour de courtes ou de longues périodes au transport de passagers et de fret et les opérations intermissions de la flotte aérienne de l'ONU, analysé le respect des clauses contractuelles et aidé le Siège à obtenir des autorisations de vol. La pénurie de personnel a entravé la capacité du Centre de fonctionner 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Centre de gestion du système d'information géographique

17. Le Centre de gestion du système d'information géographique a procédé à un déploiement rapide d'experts dans le but d'instaurer des systèmes d'information géographique à la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), fourni des cartes topographiques de qualité à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et apporté une assistance technique en matière d'analyse des eaux souterraines à la MINUAD et à d'autres missions.

Groupe d'études techniques

18. Le Groupe d'études techniques a installé, contrôlé et tenu à jour la base de données et les espaces de travail techniques, apporté un soutien aux missions via le service Groove d'assistance informatique, ainsi que sur le terrain à la MINURCAT et au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, mené des inspections de prototypes dans le cadre de divers contrats généraux, aidé le Groupe de la planification à élaborer de nouveaux contrats-cadres et participé à des conférences de soumissionnaires pour ces contrats, contribué à planifier des missions en fournissant des cadres intégrés de planification pour les installations des camps des quartiers généraux, et collecté et vérifié les données pertinentes produites par les missions.

19. Tout en maintenant ses liens de longue date avec le Programme alimentaire mondial, la Base a étendu sa collaboration avec d'autres organismes pour la tenue de conférences interinstitutions sur les technologies de l'information et des communications. En outre, des services d'hébergement d'applications et de connexion aux réseaux ont été prêtés à plusieurs organismes, fonds et programmes des Nations Unies, dont les offices des Nations Unies à Genève, à Vienne et à Nairobi, la Commission économique pour l'Afrique, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, la Cour pénale internationale, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la Commission d'enquête internationale indépendante de l'ONU.

C. Tableau budgétaire axé sur les résultats

Composante 1 : appui

Réalisation escomptée 1.1 : Les opérations de maintien de la paix seront plus efficaces et plus efficaces.

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Déploiement du matériel des stocks stratégiques assuré dans les 90 jours suivant l'adoption de la décision du Conseil de sécurité au sein des missions nouvelles ou élargies

Objectif atteint. Du matériel des stocks stratégiques a été déployé à la MINURCAT (phase II) et au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie dans les 90 jours qui ont suivi l'adoption des décisions respectives du Conseil de sécurité. Du matériel de stocks stratégiques a également été distribué dans 11 autres opérations de maintien de la paix et missions politiques des Nations Unies.

1.1.2 Réduction du délai moyen de réception et d'inspection pour les stocks stratégiques pour déploiement rapide, les stocks de réserve de l'ONU et les acheminements de matériel de la Base de soutien logistique et du Département de l'appui aux missions (2006/07 : 25 jours; 2007/08 : 20 jours; 2008/09 : 18 jours)

Objectif atteint. Le délai moyen de réception et d'inspection a été ramené à 5,59 jours.

1.1.3 Réduction du délai moyen d'expédition pour les stocks stratégiques pour déploiement rapide, les stocks de réserve de l'ONU et les acheminements de matériel de la Base de soutien logistique et du Département de l'appui aux missions, depuis la réception des ordres de livraison ou de l'ordre de transbordement envoyé par télécopie jusqu'à la préparation et au regroupement du matériel à expédier et au transfert des documents réglementaires au module expédition de Galileo (2006/07 : 17 jours; 2007/08 : 15 jours; 2008/09 : 14 jours)

Le délai moyen d'expédition a été ramené de 57 jours en 2007/08 à 38 jours au cours de la période d'exécution. L'objectif des 14 jours en moyenne n'a pas été atteint, en raison principalement de contraintes entravant les achats imputables aux contrats d'expédition et de fret.

1.1.4 Possibilité pour les missions de faire appel aux services des transmissions et de l'informatique 99,9 % du temps

Objectif atteint

1.1.5 Déploiement d'une équipe du Système d'information géographique dans les 30 jours suivant l'adoption de la décision du Conseil de sécurité au sein des missions nouvelles ou élargies

Objectif atteint. Une capacité de déploiement rapide a été préparée au moyen d'un module de déploiement rapide (livré en conteneurs) et par la mise au point d'un système de préparation pour la configuration du Système d'information géographique (SIG), l'élaboration de schémas de bases de données géographiques, la formation et le suivi de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide. Un appui en matière d'information géographique a été fourni à la MINURCAT (évaluation initiale du site et mise en place du système), à la MANUA (mise en place du système) et à la MINUAD (élaboration de cartes et bases de données géographiques, analyse SIG en vue de l'évaluation des eaux et tests préliminaires de matériel géophysique).

1.1.6 Gestion sans incident de toutes les opérations aériennes de la Base de soutien logistique, de la MINUK et de la MONUG et maintien d'un niveau inférieur à 2 sur l'échelle des indicateurs de la sécurité aérienne

Objectif atteint. Toutes les opérations aériennes ont été gérées sans incident. Les rapports trimestriels d'évaluation de la sécurité aérienne révèlent que les indicateurs de sécurité aérienne pour la Base et la MONUG ont été maintenus à un niveau inférieur ou égal à 2.

Les opérations aériennes de la MINUK ont cessé en mai 2008.

Les opérations aériennes de l'UNFICYP, de la FINUL et de la MANUI, intégrées dans le programme de contrôle de la sécurité aérienne du Bureau régional de la sécurité aérienne de la Base en janvier 2009, ont également été gérées sans incident.

1.1.7 Respect intégral, par le Centre de communications du Département des opérations de maintien de la paix, des normes établies en matière de technologies de l'information et des communications et du code de pratique de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) applicable à la gestion de la sécurité de l'information

Objectif atteint. Le label ISO 27001 a été maintenu.

1.1.8 Organisation d'un stage de préparation préalable au déploiement, à l'intention des membres du personnel civil

Objectif atteint, moyennant l'organisation de 24 stages de préparation auxquels 698 personnes ont participé.

1.1.9 Mise en service du système de gestion de la sécurité à la Base

Pour mettre en service le système de gestion de la sécurité, les tâches ci-après ont été effectuées :

a) Des activités d'assistance et d'évaluation des risques pour la sécurité ont été menées par le Département de la sûreté et de la sécurité, pour le compte de la Base de soutien logistique, en novembre 2008;

b) 7 agents de sécurité ont été recrutés sur le plan national pour pourvoir des postes de temporaire entre novembre 2008 et juin 2009;

c) Le Chef de l'administration de la Base de soutien logistique a été nommé Coordonnateur de secteur (sécurité) par le responsable désigné pour le pays.

Les tâches ci-après étaient en cours à la fin de l'exercice :

a) Mise au point du plan de sécurité de la Base de soutien logistique en collaboration avec le responsable désigné pour le pays;

b) Réalisation des améliorations en matière de sécurité recommandées dans le rapport sur l'évaluation des risques pour la sécurité.

1.1.10 Réduction du nombre d'incidents liés à la sécurité (2006/07 : 131; 2007/08 : 77; 2008/09 : 35)

63 incidents liés à la sécurité (7 accidents de travail mineurs, 10 accidents mineurs de la route impliquant un tiers, 46 incidents ou accidents mineurs de la route) ont été signalés.

Avec le renforcement de la Section de la sécurité, le personnel de la Base de soutien logistique a été mieux sensibilisé à la sécurité et a signalé plus d'incidents que lors des périodes précédentes, où seuls les incidents graves étaient généralement rapportés. En conséquence, davantage d'incidents de divers types, par ailleurs mieux définis et classés, ont été signalés en 2008/09.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Services logistiques		
Réception et inspection du matériel pour déploiement rapide (y compris les véhicules, les groupes électrogènes, les bâtiments préfabriqués et matériel connexe, le matériel d'informatique, les pièces détachées et les articles non réutilisables) d'une valeur d'environ 141,5 millions de dollars (une mission complexe)	57,4	57,4 millions de dollars de pièces de matériel pour déploiement rapide ont été reçues et inspectées.
186 contrats de transport de fret léger conclus au niveau local et 15 contrats de transport de fret lourd conclus au Siège pour l'acheminement du matériel prélevé sur les stocks stratégiques pour déploiement rapide et les stocks de réserve de l'ONU et du matériel en transit destinés aux opérations de paix	151	Contrats de transport de fret léger, notamment pour 23 expéditions maritimes et 128 expéditions commerciales, ont été conclus par la Base.
	3	Contrats de transport maritime ont été conclus par le Siège. Le nombre réel de mouvements était fonction des besoins des opérations de paix et des arrangements les mieux adaptés pour le regroupement des mouvements de fret, expéditions et transports aériens.
150 vols effectués pour les opérations de paix et les organismes des Nations Unies	28	Vols ont été gérés et facilités, notamment 14 pour le Département de l'appui aux missions et 14 pour le Programme alimentaire mondial. Le nombre de vols via Brindisi a été inférieur en raison du déploiement de matériel par des moyens de transport plus rentables, notamment le transport maritime.
Planification et organisation de formations à la sécurité au volant et à la conduite en terrain accidenté pour améliorer les compétences, ainsi que la sécurité du personnel et des biens	Non	La Section du transport a mené deux campagnes sur la sécurité routière et un stage de formation à la sécurité au volant à l'intention des opérateurs de chariots élévateurs. Les cours de conduite défensive, l'atelier du conseiller pour les transports de marchandises dangereuses et les stages pour examinateurs de la conduite et de la sécurité ont été ajournés en raison des difficultés rencontrées lors de la passation du marché.
Gestion et entretien du parc automobile de la Base et des stocks stratégiques pour déploiement rapide	Oui	La Section du transport a entreposé et entretenu un parc moyen de 495 véhicules, de 8 transporteurs et de 123 remorques d'élévateurs de véhicules palettisés.

Entreposage et entretien (au niveau exigé par les garanties) du matériel destiné aux stocks stratégiques pour déploiement rapide, dont 215 groupes électrogènes, 860 modules préfabriqués à parois dures, 1 035 modules à parois souples et matériel connexe, et des pièces détachées et articles non réutilisables

Attribution et livraison des fournitures dans un délai de 3 jours ouvrables suivant la réception de la demande des clients internes

Services des transmissions et de l'informatique

Regroupement et virtualisation des serveurs pour gagner un peu d'espace dans le centre informatique et réduire les dépenses de fonctionnement annuelles

Entretien et exploitation du matériel de transmissions, à savoir 6 stations terrestres principales pour la transmission de communications vocales, de télécopies, d'images vidéo et de données à la Base de soutien logistique et aux opérations de maintien de la paix 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7

Configuration et entretien du matériel de transmissions et d'informatique lors du démarrage des opérations de maintien de la paix

215 Groupes électrogènes, dont 199 ont été entreposés et entretenus, et 16 envoyés aux missions.

860 Modules préfabriqués à parois dures, dont 742 ont été entreposés et 118 envoyés aux missions.

1 035 Modules préfabriqués à parois souples, dont 722 ont été entreposés et 313 envoyés aux missions.

Non Le délai de 3 jours requis a été respecté par la Section des approvisionnements dans 48 % des demandes en moyenne, en raison de l'expansion de la clientèle et de l'imprévisibilité de la demande de services.

Oui 323 serveurs virtuels étaient pleinement opérationnels.

Les services des transmissions et de l'informatique ont réussi à créer 323 serveurs virtuels en utilisant seulement 66 serveurs physiques, réalisant un gain d'espace de 400 % par rapport à un environnement non virtualisé. Cela a permis à la Base de soutien logistique de gagner de la place tout en maintenant au même niveau la consommation d'électricité nécessaire à l'alimentation des serveurs et au refroidissement du centre informatique. Par ailleurs, l'achat de 66 serveurs puissants au lieu de 323 petits serveurs a permis d'économiser 550 000 dollars.

10 Stations terrestres de transmission par satellite entretenues

5 Stations terrestres de transmission par satellite opérationnelles à 99,8 % 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7

Oui Configuration et entretien de 8 systèmes mobiles de télécommunication déployables, dont 3 ont été déployés au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

Mise en place et exploitation d'un service de reprise après sinistre et de continuité des activités, qui s'appuie sur la copie des données des missions et des fichiers courrier des utilisateurs et leur transfert à la Base de soutien logistique (qui a une capacité de stockage de 75 téraoctets)

Maintenance et exploitation du matériel informatique, à savoir 354 serveurs, 584 ordinateurs de bureau, 126 ordinateurs portables, 88 imprimantes, 50 émetteurs numériques, 8 armoires pour serveurs (lames), 209 systèmes Cisco, 4 pare-feu Stonesoft, 27 systèmes de stockage de données haut de gamme EMC et 12 dispositifs réseau de stockage de données EMC

Services d'appui à la Base de soutien logistique des Nations Unies

Entretien de 52 bâtiments (41 657 m²) et de leurs dépendances, de 26 modules à parois souples (13 382 m²) et de 236 305 m² de terrain non bâti, dont 86 280 m² d'espace de stockage et 91 100 m² de routes et d'aires de stationnement, moyennant 31 contrats de services dont 11 contrats relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 contrats d'entretien des sols, 9 accords d'achat général de fournitures et 4 contrats de services collectifs

Remise à neuf de 3 bâtiments offerts par le Gouvernement italien

Bureau de la sécurité

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 au sein de la Base

Achèvement du plan de sécurité de la Base de soutien logistique, conformément à la politique du Département de la sûreté et de la sécurité

154 Téraoctets de capacité de stockage assurés. Cette augmentation s'explique par une augmentation des activités opérationnelles dans les missions.

Oui 17 492 incidents ont été signalés et traités dans le cadre de la maintenance et de l'exploitation de l'infrastructure informatique.

Oui 52 bâtiments, 26 modules à parois souples et 236 305 m² de surfaces diverses entretenus à l'aide des ressources internes et des contrats de services suivants : 11 contrats relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 contrats d'entretien du terrain non bâti, des routes, des espaces de stockage et des sols, 9 accords d'achat général de fournitures d'entretien et 4 contrats de services collectifs

Non La rénovation d'un bâtiment a été achevée. Celle des 2 autres bâtiments a pris du retard en raison d'une modification du cahier des charges (la clinique et les bureaux initialement prévus à leur emplacement ont été remplacés, respectivement, par un centre des opérations aériennes et un centre de formation).

Non 7 agents des services de sécurité ont été recrutés au niveau national à titre temporaire pour la période allant de novembre 2008 à juin 2009. Les effectifs n'étaient pas suffisants pour permettre une présence continue des services de sécurité. Ils étaient présents de 7 h 30 à 20 heures du lundi au vendredi, et sous astreinte téléphonique en dehors des heures de travail ainsi que les week-ends et les jours fériés.

Non À la fin de l'exercice, le Bureau attendait toujours que l'agent habilité lui remette la version définitive du plan de sécurité du pays.

<p>Service d'assistance et d'entretien pour le dispositif de surveillance vidéo des locaux et installations de la Base</p>	<p>Le plan de sécurité de la Base de soutien logistique sera établi à partir des statistiques sur les menaces et la criminalité et de toutes les coordonnées utiles qui figureront dans le plan de sécurité du pays.</p> <p>Oui 25 caméras de surveillance ont été installées dans toute la Base et dans les zones critiques, comme le recommandait le rapport d'évaluation des risques en matière de sécurité.</p>
<p>Unités hébergées</p>	
<p><i>Bureau régional de la sécurité aérienne</i></p>	
<p>Organisation d'exercices annuels d'intervention en cas d'accidents d'avion à la Base de soutien logistique, à la MINUK et à la MONUG</p>	<p>Oui L'exercice annuel d'intervention à la MONUG a été réalisé en août 2008 et à la Base de soutien logistique, en mai 2009.</p>
<p>Prestation de services consultatifs à la Base de soutien logistique, à la MINUK et à la MONUG sur la mise en application des politiques, procédures et directives relatives à la sécurité aérienne établies par le Siège de l'ONU ou, le cas échéant, en fonction de procédures internationales nouvelles</p>	<p>Arrêt des opérations aériennes de la MINUK</p> <p>Oui La MONUG et la Base de soutien logistique ont reçu des conseils dans le cadre d'échanges réguliers, des visites d'aide à la sécurité aérienne, des réunions du Conseil de la sécurité aérienne, de l'examen des consignes permanentes, des réunions sur la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels, de la révision des programmes de prévention des accidents et de la définition des indicateurs d'évaluation des risques.</p> <p>Des réunions d'information sur la sécurité en général et la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels ont été organisées au cours des visites d'aide à la sécurité aérienne effectuées régulièrement dans les missions.</p> <p>Des réunions d'information ont été organisées deux fois par mois à la Base de soutien logistique, dans le cadre du stage de formation préalable au déploiement.</p> <p>D'autres spécialistes de la sécurité aérienne ont reçu fréquemment des conseils : à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, à la MINURCAT, à la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste et à la MINUAD.</p> <p>4 stages d'initiation à la sécurité aérienne ont été organisés pour les nouvelles recrues (à la MINURCAT en juillet 2008, à l'UNFICYP en septembre 2008, à la MINUAD en janvier 2009 et à la FINUL en février 2009).</p>

- Le Manuel des procédures d'inspection des aéronefs a été élaboré au cours de l'exercice (et achevé en décembre 2009). Les procédures qu'il décrit compléteront la version révisée du Manuel des Nations Unies sur la sécurité aérienne servant à l'inspection de la flotte aérienne des Nations Unies en service dans les opérations de paix.
- L'inspection des aéronefs de la MONUG a été réalisée en octobre 2008 et celle des aéronefs qui doivent être déployés au Kenya, en mai 2009.
- 10 missions d'évaluation des programmes de prévention des accidents de la MINUK (5) et de la MONUG (5)
- 8 4 visites d'aide à la sécurité aérienne à la MONUG. La dernière visite, prévue pour avril, a été annulée à la demande de la Mission.
- Aucune visite d'aide à la sécurité aérienne à la MINUK en raison de l'arrêt des opérations aériennes en mai 2008
- 2 visites d'aide à la sécurité aérienne à la MANUI
- 1 visite d'aide à la sécurité aérienne à la MINURCAT
- 1 visite d'aide à la sécurité aérienne à la MINUNEP
- 4 missions d'évaluation des appareils affrétés pour de courtes périodes à la Base de soutien logistique et à la MINUK
- 4 3 missions d'évaluation ont été effectuées à la Base de soutien logistique.
- 1 mission d'évaluation a été réalisée à la MINUK en septembre 2008. Les opérations aériennes de cette mission avaient pris fin en mai 2008, mais la mission d'évaluation a porté sur le transporteur aérien chargé d'assurer le rapatriement des forces de police des Nations Unies (contrats de courte durée).
- Diffusion mensuelle de documents d'information sur la sécurité aérienne à la Base, à la MINUK et à la MONUG
- Oui Diffusion mensuelle de documents d'information sur la sécurité aérienne à la Base de soutien logistique, à la MINUK (où l'unité de contrôle des mouvements est restée en activité jusqu'à la fin de la mission) et à la MONUG et également, à partir de novembre 2008, à la FINUL, à l'UNFICYP et à la MANUI :
- a) Lettre d'information mensuelle du Bureau régional de la sécurité aérienne publiée sur la page Web de la Base;
- b) Annonces affichées dans la Base à 12 emplacements et publiées sur la page Web du Bureau régional de la sécurité aérienne;

4 missions d'enquête auprès des transporteurs aériens basés dans la région, à la demande du Siège	Non	c) Calendriers sur la sécurité aérienne distribués à toutes les missions de la région et à d'autres missions. Aucune mission d'enquête auprès des transporteurs aériens n'a été demandée par le Siège.
Organisation des réunions trimestrielles du Conseil de la sécurité aérienne à la MONUG, à la MINUK et à la Base de soutien logistique	9	Réunions ont été organisées. 2 réunions ont été organisées à la MONUG. Une réunion n'a pas eu lieu pour des raisons de calendrier et une autre a été remplacée par la réunion sur la mise en œuvre de la gestion des risques opérationnels. 3 réunions ont eu lieu à la Base de soutien logistique. Une réunion du Conseil de la sécurité aérienne en quatre mois a suffi, compte tenu du nombre d'opérations aériennes de la Base, conformément à son programme de prévention des accidents aériens. 2 réunions ont eu lieu à la FINUL et 2 à l'UNFICYP.
Visites d'aide à la sécurité aérienne à l'UNFICYP et à la FINUL, à la demande du Siège	5	3 visites d'aide à la sécurité aérienne à l'UNFICYP 2 visites d'aide à la sécurité aérienne à la FINUL
<i>Centre des opérations aériennes</i>		
Contrôle et suivi de tous les appareils de la flotte aérienne des Nations Unies en service dans les missions de maintien de la paix, qui sont affectés pour de courtes ou de longues périodes au transport de passagers et de fret et aux opérations intermissions	265	Mouvements aériens ont été contrôlés et suivis.
Examen des rapports d'utilisation des aéronefs dans les temps pour faciliter l'évaluation de l'exécution et du respect des contrats	Oui	Tous les rapports d'utilisation des aéronefs en service dans les missions qui ont été reçus ont été analysés et ceux de l'Airbus A310 ont fait l'objet d'une certification. Tous les rapports mensuels, les contrats de transport aérien et leurs avenants ont été analysés et archivés.
Maintien d'une capacité d'intervention opérationnelle 24 heures sur 24 pour des opérations de recherche et de sauvetage ainsi que pour des vols d'évacuation sanitaire et des vols d'urgence entre la Base et les missions	Oui	La capacité d'intervention pour des opérations de recherche et de sauvetage était constituée d'un seul membre du personnel jusqu'en novembre 2008 et de deux membres du personnel à compter de décembre 2008. Les opérations de recherche et de sauvetage ont été menées en septembre 2008 en République démocratique du Congo.

Approbation et suivi de tous les vols intermissions effectués par les aéronefs du Département des opérations de maintien de la paix à l'échelle mondiale

Cellule de formation

Organisation de 18 cours de formation préalable au déploiement (en moyenne, 25 personnes par cours) à l'intention de 450 nouveaux membres du personnel civil recruté sur le plan international

Organisation de 2 séminaires à l'intention de hauts responsables des missions (48 nouveaux responsables civils et militaires)

Aide à l'organisation de la formation préalable au déploiement et évaluation de cette formation à la demande des États Membres et conformément au calendrier convenu pour le déploiement des contingents

Organisation d'un atelier par l'entremise du Centre intégré de formation du personnel des missions à l'intention de 36 coordonnateurs de la formation et membres du personnel du Centre

Organisation d'un cours à l'intention de 18 nouveaux coordonnateurs de la formation et membres du personnel du Centre

La capacité d'intervention opérationnelle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour des vols d'évacuation sanitaire et des vols d'urgence a été maintenue.

Oui L'approbation de 264 mouvements aériens de la flotte des Nations Unies en service dans les opérations de maintien de la paix s'est faite avec une assistance; pour un mouvement aérien, cette assistance a été fournie par le Bureau de liaison.

24 Cours de formation préalable au déploiement ont été organisés à l'intention du personnel civil.

698 Nouveaux membres du personnel civil recruté sur le plan international y ont participé.

L'augmentation du recrutement à la MINURCAT et à la MINUAD s'est traduite par une augmentation du nombre effectif de stages et de participants.

50 Participants ont suivi ces séminaires organisés au Brésil (24 participants) et en Autriche (26 participants). La participation de 2 personnes supplémentaires a été prise en charge par le Gouvernement autrichien.

Oui Un cours expérimental de formation aux outils pédagogiques de base du stage de formation préalable au déploiement a été organisé au Népal, en février 2009, dans l'établissement de formation des opérations de maintien de la paix.

Un cours de formation de formateurs et de validation des formations a été organisé en Suède en avril-mai 2009.

Une formation de formateurs pour 16 militaires a été organisée au Pakistan en juin 2009.

1 Atelier a été organisé en 2009 par le Centre intégré de formation du personnel des missions et 34 personnes y ont participé.

1 Atelier de perfectionnement des cadres formateurs a été organisé en mai 2009 et suivi par 21 nouveaux participants des centres intégrés de formation du personnel des missions.

Centre de gestion du système d'information géographique

Gestion d'un dépôt de données géospatiales sur le maintien de la paix, qui comprend un système de sauvegarde et de copie des données et qui fournit des données à l'ensemble des missions de maintien de la paix et des services du Siège

Oui Un premier dépôt de données géographiques a été mis au point et copié pour le Siège et les missions. Les travaux de copie pour la MINUAD et les autres missions, ainsi que la conception de l'architecture globale du système ont été réalisés à 80 %.

Une assistance technique et des séances de formation ont été dispensées pour permettre à toutes les missions de disposer d'un dépôt de données sécurisé.

Une assistance technique a été fournie avec la mise en place d'une capacité de déploiement rapide. Des missions (MINURCAT, MANUA et Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie) ont mis au point sur place l'architecture de la base de données géographiques afin de permettre l'utilisation de la base de données géospatiales et de préparer la configuration requise pour le système d'information géographique (SIG).

La mise au point d'un module de déploiement rapide conteneurisé et la vérification de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide a été presque achevée.

Conservation des données géospatiales (cartes, cartes numériques, images satellite et analyses du terrain) qui seront mises à la disposition de l'ensemble des missions et des services du Siège

Oui Un appui en matière d'information géographique a été fourni à la MINUAD (production de cartes numériques, base de données géographiques et analyse du terrain par le SIG pour évaluer les ressources en eau) et à la MINURCAT (lancement des travaux d'évaluation du site).

Un appui a été fourni à la FINUL (cartographie numérique, création d'une base de données géographiques et production d'autres cartes thématiques) et à la MINUS (aide à la création de cartes de la frontière séparant le Nord-Soudan du Sud-Soudan).

Des modèles d'analyse de terrain et de mobilité ont été élaborés pour la MINUAD et la MINURCAT.

4 séances de renforcement des capacités et de formation ont été organisées à la Base de soutien logistique pour aider les missions à utiliser les données géospatiales.

Groupe d'études techniques

Élaboration de 10 maquettes des installations des états-majors des missions, avec vues aériennes montrant l'emplacement des aires de cantonnement, destinées à être utilisées ultérieurement par le Siège

Oui Les modèles des maquettes ont été réalisés et mis à la disposition de toutes les missions à titre expérimental. Des tableaux récapitulatifs contenant tous les liens utiles vers 10 tracés types ont été réalisés.

Élaboration de 5 avant-projets pour les installations des états-majors des missions, avec spécifications, devis quantitatifs et description des travaux, à utiliser lorsqu'il faudra faire appel à des entreprises privées

Non La première version du cahier des charges a été achevée. Trois avant-projets ont été achevés au cours de l'exercice. Les quatrième et cinquième avant-projets ont été achevés fin août 2009.

III. Exécution du budget

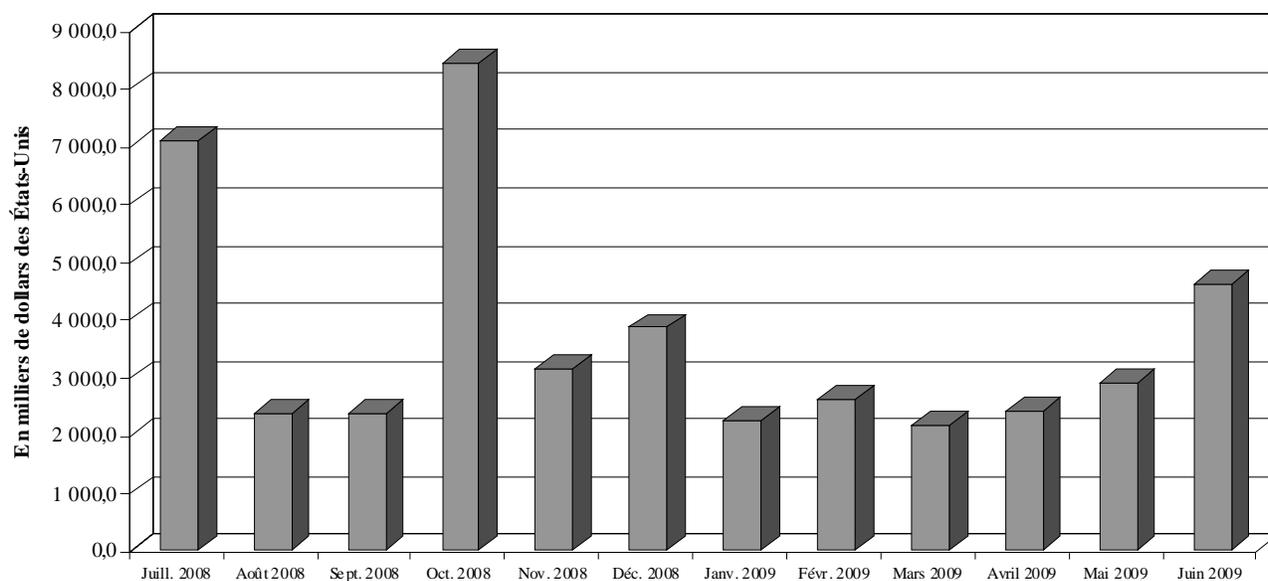
A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) / (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	–	–	–	–
Police des Nations Unies	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	–	–	–	–
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	7 235,9	7 670,3	(434,4)	(6,0)
Personnel recruté sur le plan national	13 068,6	12 144,4	924,2	7,1
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 409,3	1 960,0	449,3	18,6
Total partiel	22 713,8	21 774,7	939,1	4,1
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	461,1	326,9	134,2	29,1
Voyages	923,8	884,3	39,5	4,3
Installations et infrastructures	6 300,6	6 371,8	(71,2)	(1,1)
Transports terrestres	752,0	643,0	109,0	14,5
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) / (1)
Transmissions	5 100,1	5 134,0	(33,9)	(0,7)
Informatique	5 616,9	5 580,6	36,3	0,6
Services médicaux	351,8	276,1	75,7	21,5
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	3 548,9	3 345,3	203,6	5,7
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	23 055,2	22 562,0	493,2	2,1
Total brut	45 769,0	44 336,7	1 432,3	3,1
Recettes provenant des contributions du personnel	3 473,4	3 403,3	70,1	2,0
Total net	42 295,6	40 933,4	1 362,2	3,2
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	45 769,0	44 336,7	1 432,3	3,1

B. Répartition mensuelle des dépenses



20. Le niveau élevé des dépenses enregistré en juillet 2008 s'explique principalement par l'engagement des crédits nécessaires pour financer des dépenses renouvelables et honorer d'autres marchés conclus au titre de l'exercice 2008/09. Celui enregistré en octobre 2008 est imputable à l'engagement de dépenses supplémentaires au titre de l'achat de matériel, de travaux de rénovation des bâtiments et du coût des services collectifs de distribution. En juin 2009, les dépenses ont été élevées car il a fallu procéder à des décaissements pour régler des biens et services fournis à la Base de soutien logistique, vu que de nombreux marchés passés arrivaient à échéance.

C. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	2 905,3
Recettes diverses ou accessoires	241,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	265,5
Total	3 412,0

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	2 551,3
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	2 551,3

^a Compte tenu de la valeur des bâtiments à usage de bureaux et des ateliers et entrepôts mis à la disposition de la Base par le Gouvernement italien.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(434,4)	(6,0 %)

21. Le dépassement de crédits tient au fait que le taux de vacance de postes effectif était de 10 % par rapport à un taux prévu de 15 %.

¹ Les écarts dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins $\pm 5\%$ ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	924,2	7,1 %

22. L'écart s'explique par le fait que les dépenses au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été inférieures aux prévisions en raison d'une évolution favorable du taux de change réel par rapport au taux de change prévu du dollar des États-Unis vis-à-vis de l'euro, économie qui a été partiellement annulée par un taux de vacance de postes plus faible que prévu et par l'inscription de recettes de contributions du personnel pour des postes de temporaire recruté sur le plan national au titre de cette catégorie de dépenses.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	449,3	18,6 %

23. L'économie est principalement imputable à un taux de vacance de postes effectif plus élevé de 19 % par rapport au taux de 5 % prévu, ainsi qu'à l'inscription de contributions du personnel pour des postes de temporaire recruté sur le plan national au titre de cette catégorie de dépenses. Cette économie est partiellement annulée par le coût d'application de mesures temporaires prises en cas de congés de maternité, de congés de maladie de longue durée, de remplacement de membres du personnel recrutés sur le plan national en détachement et de besoins ponctuels autres.

	<i>Écart</i>	
Consultants	134,2	29,1 %

24. Le solde inutilisé s'explique principalement par le report d'un certain nombre de stages de formation à l'intention de membres du personnel de la Base de soutien logistique (79 000 dollars), à quoi s'ajoute le fait que les coûts des stages de formation organisés à la Base sur le Système d'information géographique ont été partagés avec d'autres missions en fonction de la participation de leur personnel (22 000 dollars).

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	109,0	14,5 %

25. L'économie est principalement imputable à la baisse du niveau des stocks de pièces de rechange et à la réduction des besoins en pièces de rechange et accessoires nécessaires à l'entretien du parc automobile constituant les stocks stratégiques pour déploiement rapide de la Base, dans le cadre de la stratégie visant à réduire le niveau des stocks en modifiant le système de commande de stocks en flux tendu et en commandant de plus faibles quantités de pièces de rechange et d'accessoires.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	75,7	21,5%

26. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'évolution favorable du taux de change du dollar des États-Unis par rapport à l'euro.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériels divers	203,6	5,7%

27. Le solde inutilisé provient essentiellement des économies réalisées sur les dépenses afférentes à des services divers, aux services de dédouanement et de messagerie exprès assujettis à un contrat-cadre, vu qu'il est difficile d'évaluer avec exactitude les besoins liés à ce type d'accord.

V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide

Ressources financières

28. Les activités liées aux stocks stratégiques pour déploiement rapide ont représenté un montant de 131,9 millions de dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, dont un montant de 81,2 millions de dollars reporté du solde des fonds des exercices antérieurs et un montant de 50,7 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales. Un montant de 70,2 millions de dollars a été affecté au solde des fonds pour 2009/10. L'état des fonds et les opérations découlant de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Coût de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
A. Opérations de maintien de la paix	
Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad	21 286,4
Bureau d'appui des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	21 211,2
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	2 604,2
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo	1 917,6
Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti	1 545,2
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	799,9

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	617,1
Mission des Nations Unies au Soudan	14,6
Total partiel	49 996,2
B. Missions politiques spéciales	
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	481,3
Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies	106,5
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan	102,4
Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	0,7
Total partiel	690,9
Coût total de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice	50 687,1

Mouvements de stocks stratégiques pour déploiement rapide et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Report du solde des fonds pour l'exercice 2007/08	81 196,7
Coût de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice 2007/08	50 687,1
Valeur des fonds	131 883,8
Report du solde des fonds pour l'exercice 2008/09	(70 157,3)
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	226,7
Dépenses totales de l'exercice	61 953,2
Catégorie de dépenses de reconstitution de stocks	
Installations et infrastructures	26 631,0
Transports terrestres	23 537,6
Transmissions	6 335,8
Informatique	2 817,2
Services médicaux	395,6
Matériel spécial	57,0
Fournitures et services divers	2 179,0
Dépenses totales de l'exercice	61 953,2

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

29. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009, soit 1 432 300 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2009, qui s'élèvent à 3 412 000 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (2 905 300 dollars), de recettes diverses ou accessoires (241 200 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (265 500 dollars).

30. En ce qui concerne les stocks stratégiques pour déploiement rapide, il conviendrait que l'Assemblée générale prenne note du présent rapport.
